L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 1er JUILLET 1852.

Enregistré et publié par
G. F. MOUSSE,
97 St. rue de CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 1er JUILLET.

POUR PRESIDENT :
WINFIELD SCOTT,
DE LA VIRGINIE.
POUR VICE PRESIDENT :
WM. A. GRAHAM,
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour gouverneur et pour vice-gouverneur.

Premier District—JACQUES TOUTANT, de St. Bernard; (substitut, J. B. WILKINSON Jr, de Plaquemines)

Second District—CHRISTIAN ROSELIUS, d'Orléans; (substitut, CYPRIEN DUFOUR, d'Orléans.)

Troisième District—DURCAN F. KENNER, de l'Ascension; (substitut, PERCUS GARDERE, de Jefferson.)

Quatrième District—GEO. W. WATTERSTON, de Livingston. (substitut, R. J. BARROW, de Ouest-Feliciana.)

Cinquième District—ALEXANDRE DECLOUET de St. Martin; (substitut, J. K. ELGEE, des Rapides)

Sixième District—ISAIAH GARRETT, de Ouachita; (substitut, W. S. FARRAR, de Madison.)

MORT DE HENRY CLAY.

L'Union a perdu de ses plus nobles citoyens. Le nom de Clay après avoir été un étendard et un symbole pour une grande minorité du peuple appartient désormais à l'histoire. Tous les partis le vénéreront. Toutes les passions viendront s'éteindre auprès de cette tombe où repose la dépouille d'un homme illustre, d'un patriote éprouvé, d'un courageux défenseur de la liberté, d'un ardent champion de l'indépendance des peuples.

Précédée par une longue et douloureuse maladie, la mort de Henry Clay était depuis quelque temps imminente, et cependant cette nouvelle nous a frappés comme d'un coup de foudre. Nous semblait que cette puissante intelligence, cette âme énergique devaient triompher de la nature comme elles avaient triomphé des faibles hommes. Il nous semblait, que celui qui avait lutté avec succès contre les hommes forts, contre les colères, contre la fortune et la discorde, saurait encore sauver de force pour se tenir debout sur le bord du tombeau et n'y être point précipité par le souffle de la mort.

Puisse la date du 29 juin ne plus être pour l'Union une date fatale! Trois fois sauvée par Henry Clay, puisse-t-elle lui survivre et trouver des défenseurs qui soient comme lui, dans les jours de péril, la sonder d'un main ferme au dessus de l'abîme. L'ombre de Henry Clay était encore une protection et une sauvegarde, alors que la maladie sur un lit de souffrances, épuisait sa présence à Washington et en gémissant, que nos ennemis se préservent des égarements dont nous avons failli plus d'une fois être victimes.

La nation portera longtemps le deuil de Henry Clay. Elle pare en lui une de ses plus éclatantes illustrations et le plus cher serviteur de ses hommes d'Etat. La longue carrière de Clay a été une lutte perpétuelle. Jamais il n'employait pas la parole pour éclairer et concilier les esprits. Il s'en servait comme d'une épée dont l'éclat aveuglait avant que le coup fût porté. Soldat de la république, il a fatigué ses plus robustes bleus ennemis et il laisse après lui un nom par de toute beauté et de toute fidélisse. Il est resté sur la brèche jusqu'au dernier moment. Il est mort pire à Washington, à quelques pas de ce Capitole où ses accents retentissaient encore il y a dix huit mois, à l'époque où le Congrès discutait les célèbres lois de Compromis. Qu'a été son dernier acte, le dernier service qu'il a rendu à son pays. Mais aussi fut-accombé à la tâche. L'ardeur qu'il a déployée, les efforts qu'il a dû faire, les travaux qu'il s'est imposés, ses veilles ardues, ses pénibles travaux, la constante application, les opinions diverses auxquelles il était en proie, ont détruit les derniers restes de sa vigueur passée, et il s'est affaissé sur lui-même comme le chêne de nos antiques forêts dont les racines sont entamées par la cognée, il est tombé plein de sérénité, comptant dans la miséricorde divine, souriant à la prospérité de son pays, heureux d'y avoir contribué en consolidant l'œuvre des fondateurs de la République. Son dernier soupir a dû être une bénédiction et sa dernière pensée une invocation au Dieu qui protège les peuples et les guide dans les voies de la sagesse.

Nous avons perdu une de nos gloires. Il nous fait que le plus puissant génie a été enlevé à la patrie. Rassurons-nous, en ces jours de deuil, encore là la République, et voyons à notre pays, comme le grand citoyen dont nous invoquons la mémoire, toutes nos forces et toutes nos affections. Il n'y a que le peuple qui puisse remplacer Henry Clay : lui seul est assez fort, lui seul aussi persévérant, assez grand, assez uni, et l'Union accomplira ses glorieuses destinées.

Hier matin, à la nouvelle de la mort de HENRY CLAY, tous les bâtiments du port ont mis leurs pavillon à mi-mât et les Cours se sont ajournées. Le juge Lea a adressé aux membres du barreau qui se trouvaient présens à la Troisième Cour de District les paroles suivantes: «La nouvelle de la mort de Henry Clay, bien qu'elle ne fût pas inattendue, a été accueillie avec un profond sentiment de tristesse par toute la population. La mort vient d'inscrire dans les pages de notre histoire un autre de ces noms illustres qui sont le fidèle un héritage du peuple américain. Le nom de M. Clay est identifié aux événements dont notre pays a été le théâtre depuis plus d'un demi-siècle. L'usage partagé d'avis que l'on prisme être sur les principes qu'il défendait, ce dont personnalité qu'il a mis toute son énergie et toute sa force de volonté à accomplir ce que le suggérait un esprit entreprenant et ce que lui honnête. Son caractère d'homme d'Etat était marqué au coin de la grandeur. Il a su allier à copie les modèles de l'antiquité ou de l'époque et est toujours resté essentiellement américain. Le Capitole a été le théâtre de ses travaux, et lorsque ce monument s'écroulera, lorsque son nom mêlé aux ruines de l'édifice. La nation a adopté au calme plein de dignité avec lequel le patriote a subi le sort de l'humanité. Il a vécu dans la bienveillance et la bienveillance et il s'est couché dans la tombe comme celui qui s'endort pour continuer de rêves heureux. Cette Cour que je préside n'a jamais eu à rendre un plus solennel hommage qu'elle va rendre à la mémoire de l'illustre défunt.»

Conseil Commun.

Les corps des Aldermen et Assistans se sont réunis hier soir en Conseil Conseil Commun, et les résolutions suivantes ont été lues et adoptées :

Considérant que ce Conseil a été informé hier que la mort avait enlevé de cette terre d'exil que l'un de ses honnêtes Etat et patriotes bien aimés, HENRY CLAY, et qu'un événement si douloureux a été proposé afin d'offrir à la mémoire du défunt une expression convenable de nos sentimens ; et considérant que nous nous réunissons aujourd'hui pour inscrire sur nos archives, ce qui est déjà écrit dans nos cœurs, que Henry Clay fut un grand homme, grand parce qu'il fut bon, et un homme d'Etat respecté, non pas par partialité de parti, mais pour l'admirer honnêtement qu'il donnait tout entier à ses pays, de sorte que nous déplorons sa perte comme une perte nationale; et tant que l'Union Américaine existera le nom d'Henry Clay sera associé, parce cela durer à nous jamais et ces objets qu'il que j'ai cru devoir exprimer en considérant l'œuvre des fondateurs de la République. Son dernier soupir a dû être une bénédiction et sa dernière pensée une invocation au Dieu qui protège les peuples et les guide dans les voies de la sagesse.

Il est résolu par le Conseil Commun de la ville de la Nouvelle-Orléans—Que nous avons appris avec une profonde douleur la mort de cet ange patriote qui avait nom Henry Clay, qu'un témoignage de respect à la mémoire du défunt le vendredi 2 juillet sera observé comme jour de deuil, et que le Maire soit requis de faire tirer les canons de deuil ce jour-là, du soleil levant au soleil couchant.

Résolu que tous les capitaines de navires dans le port, sont invités à hisser leur pavillon à mi-mât et que tous les édifices publics mettront leurs drapeaux en deuil.

Résolu que les secrétaires des deux Conseils devront faire tendre en noir les salles de réunion de ce corps, qu'elles resteront ainsi pendant six mois, et que les membres porteront le crêpe au bras pendant le même temps.

Résolu que le maire est invité à faire parvenir une copie des présentes résolutions à la famille du défunt.

Résolu que le maire est requis de lancer un proclamation, pour inviter tous les citoyens à manifester leur affliction le jour du deuil.

FRANCE.—Nous lisons dans une dépêche datée de New-York, 20 juin :

« Des bulletins parfaitement exacts reçus de France par l'Atlantique nous apprennent que le gouvernement a été désorganisé. Persigny a donné sa démission. Le gouvernement s'affermit de la république sans bruit.»

CALIFORNIE.—Le steamer *Crescent City* est arrivé à New-York, le 20 juin, avec des nouvelles de Californie jusqu'au 1er et deux millions de piastres d'or. Les relations semblaient être rétablies entre les autorités civiles et militaires. Le général Wool était attendu sous peu à San Francisco pour l'installation de son bureau. Les Indiens de Californie sont très hostiles.

MEETING DE RATIFICATION.

Les whigs de la Nlle-Orléans se réuniront ce soir, dans la rue du Canal, à l'extrémité inférieure de la rue du Calliope, pour ratifier la nomination de WINFIELD SCOTT et de WM. A. GRAHAM. Le comité chargé des préparatifs est désiré ajourner le meeting, pour respecter le deuil public causé par la mort de Henry Clay ; ce point provoquer de bruyantes manifestations dans un aussi triste moment, mais il lui a été impossible de rien changer à l'ordre adopté depuis déjà trois jours. La plupart des orateurs qui doivent harangue la réunion sont membres de la Convention d'Etat et partent samedi pour Baton-Rouge. Le meeting de ratification aura donc lieu ce soir, et l'on compte sur la présence de tous les amis de Scott et de Graham. Le concours sera cet vrai de nous montrer plus fidèles que jamais à notre parti. Henry Clay n'est plus ; la seule que son souvenir ajoute à l'énergie de nos convictions qui ont toujours été les siennes et dont il a été le plus habile et le plus brillant défenseur.

Acceptation de MM. Scott et Graham.

Une dépêche télégraphique datée de Washington, 29 juin, nous fournit le sommaire suivant des lettres d'acceptation du général Scott et de M. Graham.

WASHINGTON, 29 juin.

Les journaux de Washington ont publié ce matin les lettres d'acceptation du général Scott et de M. Graham. Elles sont adressées à M. Chapman, président de la Convention Nationale Whig qui, dans sa lettre d'avis aux candidats, leur avait envoyé une copie du programme qui a été voté par la Convention.

Le général Scott adopte les résolutions du programme et en fait le sujet d'une partie de sa lettre d'acceptation. Il dit que s'il est élu il proposera une seule modification aux lois de économie, modification dont l'importance a été démontrée par une expérience malheureuse; elle consiste à accorder le droit de citoyenneté à tous les étrangers qui auront servi pendant cinq ans dans l'armée de terre ou de mer et qui auront été déchargés honorablement.

Il ne nommera aux emplois personne dont l'intégrité et le dévouement à la Constitution et à l'Union puisse être l'objet d'un doute. Il recourra au veto quand il le croira nécessaire. Il supportera dans le pouvoir exécutif le grand principe de l'obéissance aux départemens législatifs et judiciaires. Il recommandera ou approuvera, relativement à l'administration du domaine public, toutes les mesures qui auront pour but le hâter la colonisation des terres et qui tiendront à favoriser les personnes qui s'y établissent et il donnera sa sanction à toutes les mesures qui auront pour but d'encourager l'agriculture, le commerce et les manufactures, pourvu qu'elles ne soient pas inconstitutionnelles.

Il n'y a qu'un mot pour caractériser la valeur politique de cette période européenne : Néant. Les lettres et journaux, impossible d'en tien tirer ; tout s'élève à la hauteur d'un demi-événement. C'est au calme plat dont ce s'accommodent les nouvelles agitations.

Nos journaux de Paris nous ayant fait défaut nous sommes obligés de reproduire le bulletin d'un de nos confrères de New-York, le *Courrier des Etats-Unis* :

La pénurie des nouvelles politiques est telle dans Paris que le seul événement de ces derniers jours est un second article de M. Granier de Cassagnac, sur la Belgique. Cet article, qu'on attribuait à l'inspiration de M. Louis Bonaparte, ne faisait que les confirmer de la manière la plus formelle :

« A quel homme sérieux persuadera-t-on, dit M. Cassagnac, qu'ayant l'honneur et le devoir d'approcher de près le chef de l'Etat, nous ayons manqué au respect dû à sa personne ? Nous n'en pouvoir, que d'engager sa politique en des matières si entièrement étrangères et étendues ? Nous avons au contraire présenti son intention et sa convenance ! On n'est donc point en droit de nous, qu'on veuille bien le croire, nous avons parlé de cas où les relations commerciales avec la Belgique pourraient être rompues. D'ailleurs, le gouvernement belge a un ambassadeur pour s'assurer de la vérité, s'il ne trouve pas qu'elle ressorte suffisamment de nos paroles. »

Le gouvernement ne pouvait passer sous silence une assertion aussi compromettante; aussi le *Moniteur* publia-t-il immédiatement le démenti suivant :

« Il est, tout naturel qu'on attribue au gouvernement les idées qu'émettent les journaux qui le soutiennent ordinairement: mais lorsqu'elle dépassent les idées connues l'expression particulière des sentimens du chef de l'Etat, il s'empresse de les désavouer. Tel est le cas de l'article inséré, sous la rubrique de Paris, dans un journal officiel, et qui prête à leurs auteurs une importance qu'ils ne doivent jamais avoir.

« Lorsque le gouvernement veut faire connaître officiellement ses véritables intentions, il le fait en *Moniteur* ou par un autre organe. Toute publication dans une autre feuille ne saurait engager sa responsabilité. L'article du *Constitutionnel* du 26 juin ne saurait échapper à cette déclaration. (*commerce.*)

Le *Constitutionnel* ne s'est pas tenu pour battu et M. Véron a pris la parole pour la défense de M. Granier de Cassagnac dans le numéro du 27 juin. Il affirmait que M. Granier de Cassagnac était à ses yeux un écrivain politique du premier ordre, un publiciste de grandes espérances, un homme d'avenir. Nous avons publié dans notre numéro du 26 juin l'article du *Constitutionnel* auquel M. Granier de Cassagnac répondait. Il y était dit que M. Granier de Cassagnac n'était pas autorisé à parler au nom de l'Empereur, et que le gouvernement n'acceptait de lui aucune solidarité. Nous ne pensons pas que M. Granier de Cassagnac ait reçu de mission pour parler au nom de l'Empereur, mais il est impossible de ne pas voir dans ses articles l'expression de la pensée intime qui dirige les partis hostiles à l'ordre de choses actuel. Ces partis ne peuvent pas se tromper sur la valeur d'un appui qui leur est offert par un homme qui a été mêlé de si près aux événemens de 1848, et qui a été si longtemps l'ami et le confident du prince qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement. Ils